

Unité départementale du Bas-Rhin
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 28 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



NLMK Strasbourg

1 rue du Bassin de l'Industrie
BP 89
67000 STRASBOURG

Références : 0006700361/WHL
Code AIOT : 0006700361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juillet 2022 dans l'établissement NLMK Strasbourg, implanté 1 rue du Bassin de l'Industrie BP 89 67000 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 12 juillet 2022 a pour but de vérifier la mise en conformité de l'installation suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NLMK Strasbourg
- 1 rue du Bassin de l'Industrie BP 89 67000 STRASBOURG
- Code AIOT : 0006700361
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La Société NLMK est spécialisée dans le revêtement des tôles en acier par galvanisation et laquage, conditionnées en bobines, en couronnes, en feuilles ou en flans. L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 16 novembre 2007, portant régularisation des activités de la société.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la mise en demeure du 11 août 2021.
- Traitement de surface (rubrique 2565) en référence à l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif

aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

•

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Réponse à la mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1	/	Sans objet
2	Observations de la visite précédente	Autre du 01/07/2021	/	Sans objet
3	Désenfumage - système de commandes	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	/	Sans objet
4	Systèmes de détection automatique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19	/	Sans objet
5	Installations électriques - conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
6	Moyens de lutte incendie - moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
7	Moyens de lutte incendie - extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendie - dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été remédié aux manquements ayant motivé la mise en demeure du 11 août 2021 qui se trouve ainsi levée de fait.

Les valeurs limites de rejets des polluants devront être revues ultérieurement.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Réponse à la mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/08/2021, article 1
Thèmes : Risques chroniques, VLE - air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : La société NLMK, pour ses installations situées 1 rue du Bassin de l'Industrie à STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions soulignées des articles rappelés ci-après : Article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 : « La société NLMK [...] réalise, pour ses installations localisées à l'adresse du siège, une étude de ses rejets atmosphériques permettant d'en apprécier la nature, la quantité et l'impact dans le contexte du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA de l'agglomération strasbourgeoise), approuvé par l'arrêté préfectoral susvisé du 4 juin 2014. Cette étude se fonde sur un examen systématique, exutoire par exutoire, des polluants susceptibles d'être émis, de leurs émissions quantifiées et des voies de réduction de celles-ci. Elle comprend un plan exhaustif des exutoires et leur description. L'étude débouche sur des propositions de valeurs-limites de rejets (concentrations, flux horaires, flux annuels, et, lorsque cela est pertinent, flux spécifiques) justifiées en référence : <ul style="list-style-type: none">• à la réglementation,• aux performances des meilleures techniques disponibles pertinentes ressortant des documents européens de référence,• aux termes du PPA de l'agglomération strasbourgeoise. [...] »
Constats : L'exploitant avait remis à l'inspection une étude, datée du 8 février 2021, ne répondant pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019. Par courrier du 28 janvier 2022, l'exploitant a transmis, à l'inspection, des compléments à cette étude, dont un examen des polluants susceptibles d'être émis dans l'atmosphère par exutoire et un plan exhaustif des exutoires et des propositions de valeurs-limites de rejets des polluants. L'exploitant a donc répondu à la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Observations de la visite précédente

Référence réglementaire : Autre du 01/07/2021
Thèmes : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Qu'est devenu l'exutoire de la chromatation de l'atelier de laquage ? Le séchage après dégraissage de l'atelier de laquage suppose-t-il l'utilisation de brûleurs ? Le formaldéhyde est un composé cancérigène (H 350B). A ce titre, sa valeur limite, à défaut de substitution, est fixée à 2 mg/m ³ (article 27-7c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998). Quels polluants atmosphériques sont susceptibles d'émettre le traitement thermique des bandes avant galvanisation ? Le chrome VI, dès lors qu'il est émis ou susceptible de l'être (utilisation de chrome), doit rester surveillé. C'est un polluant cancérigène particulièrement préoccupant. Les émissions de zinc par l'étape de galvanisation sont à estimer. Une surveillance dans l'ambiance de travail est-elle réalisée ?
Constats : <i>Qu'est devenu l'exutoire de la chromatation de l'atelier de laquage ?</i> L'exutoire de la chromatation de l'atelier de laquage est existant. Le nom de ce point de rejet est « Ast 2 ». <i>Le séchage après dégraissage de l'atelier de laquage suppose-t-il l'utilisation de brûleurs ?</i> Cette opération de séchage se fait par l'intermédiaire de rouleaux essoreurs. Par conséquent, les brûleurs ne sont pas utilisés. <i>Le formaldéhyde est un composé cancérigène (H 350B). A ce titre, sa valeur limite, à défaut de substitution, est fixée à 2 mg/m³ (article 27-7c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).</i> L'exploitant propose de réaliser un suivi du paramètre « formaldéhyde » sur une durée de 2 ans. <i>Quels polluants atmosphériques sont susceptibles d'émettre le traitement thermique des bandes avant galvanisation ?</i> Les polluants atmosphériques sont : NOx, CO et poussière. <i>Le chrome VI, dès lors qu'il est émis ou susceptible de l'être (utilisation de chrome), doit rester surveillé. C'est un polluant cancérigène particulièrement préoccupant.</i> L'exploitant propose un suivi du paramètre Cr VI, au niveau des points de rejets « Ast 2 » et « Ast 8 ». <i>Les émissions de zinc par l'étape de galvanisation sont à estimer. Une surveillance dans l'ambiance de travail est-elle réalisée ?</i> La température d'ébullition du zinc est de 900°C. L'exploitant réalise un trempage à chaud dans un bain de zinc en fusion liquide à une température de 450°C. Il affirme que cette opération ne génère pas de rejets atmosphériques.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Désenfumage - système de commandes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
Thèmes : Risques accidentels, désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés, en partie haute, de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de commandes de désenfumage manuelles, situées à proximité des sorties des ateliers de laquage et de galvanisation. Les dispositifs de désenfumage étaient conformes à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Systèmes de détection automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19
Thèmes : Risques accidentels, détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection d'incendie, dont l'objectif est notamment de prévenir les occupants pour qu'ils évacuent les lieux, est installé dans les locaux concernés, en application des articles 11 et 14. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs, avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant [...] organise, à fréquence annuelle au minimum, des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Un dispositif de détection incendie avec alarme sonore, visuelle et report sur la télésurveillance en permanence est bien présent, installé et en fonction dans les locaux concernés, en application des articles 11 et 14. L'exploitant organise, à fréquence semestrielle, des vérifications de maintenance et des tests, dont les comptes-rendus ont été présentés lors de l'inspection. Ces documents n'appelaient pas d'observations de la part de l'inspection de l'environnement. La dernière vérification a été effectuée le 3 janvier 2022 par la société SIEMENS.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thèmes : Actions nationales 2022, installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques (Q18) , daté du 14 juin 2022. Ce document n'appelait pas d'observations de la part de l'inspecteur de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Moyens de lutte incendie - moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thèmes : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant disposait de moyens permettant d'alerter les secours et de consignes permettant de savoir qui appeler.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Moyens de lutte incendie - extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thèmes : Actions nationales 2022, moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : ... /... b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. ... /... e) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Les extincteurs et les RIA sont contrôlés annuellement. Le jour de la visite, ces moyens d'extinction d'incendie étaient facilement accessibles et repérables. L'inspection s'est assurée, par sondage, que deux extincteurs et un RIA avaient été vérifiés. Le dernier contrôle des extincteurs et des RIA datait du 13 juin 2022.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Confinement des eaux incendie - dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
Thèmes : Actions nationales 2022, confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, le dimensionnement dudit bassin.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les ateliers de laquage et de galvanisation étaient équipés de dispositifs de rétention propre aux halls (une rétention interne de 8000 m ³ au bâtiment créée lors de la construction). En cas de sinistre, les eaux polluées d'extinctions restent dans les ateliers et sont donc confinées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet